

Ce document pourrait comporter des obstacles à l'accessibilité. Si vous éprouvez des difficultés à le lire, n'hésitez pas à communiquer avec nous par téléphone, au 418 528-0422 ou, sans frais, au 1 888 353-2846 ; ou par courriel, à l'adresse info@electionsquebec.qc.ca.

Prévisions budgétaires 2026—2027

Rapport financier préliminaire 2025—2026

**Le Directeur général des élections du Québec et
la Commission de la représentation électorale**

Le 31 mars 2026

NOTE

Pour faciliter la lecture, les pages blanches contenues dans le document imprimé ont été retirées de la version PDF, et ce, sans que la pagination soit modifiée. La pagination est donc conforme à celle de la version papier.

Table des matières

Introduction.....	1
--------------------------	----------

Section 1

Prévisions budgétaires 2026-2027.....	3
1.1 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026	7
1.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026 Élément 01 – Gestion interne et soutien	9
1.3 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026 Élément 02 – Commission de la représentation électorale	15
1.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026 Élément 03 – Activités électorales.....	17

Section 2

Rapport financier préliminaire 2025-2026 : dépenses estimées au 31 mars 2026.....	27
2.1 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026	29
2.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026 Élément 01 – Gestion interne et soutien	31
2.3 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026 Élément 02 – Commission de la représentation électorale	35
2.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026 Élément 03 – Activités électorales.....	37

Introduction

Conformément à l'article 543 de la *Loi électorale* (RLRQ, c. E-3.3), le directeur général des élections et la Commission de la représentation électorale (CRE) remettent leurs prévisions budgétaires pour l'exercice financier 2026-2027 à la présidente de l'Assemblée nationale.

Ils fournissent également, conformément à l'article 544 de la *Loi électorale*, un rapport financier préliminaire de l'exercice précédent aux membres de la commission parlementaire.

Les données qui figurent dans le rapport financier préliminaire représentent les dépenses estimées au 31 mars 2026. Les renseignements utilisés pour la production de ce document sont tirés des rapports financiers au 28 février 2026 ainsi que d'une estimation des dépenses pour le mois de mars 2026.

L'étude des prévisions budgétaires est confiée à une commission parlementaire qui les approuve et qui dépose son rapport à l'Assemblée nationale, conformément aux articles 544 et 546 de la *Loi électorale*.

Section 1 Prévisions budgétaires 2026-2027

Le montant total des prévisions budgétaires liées aux dépenses 2026-2027 contenues dans ce rapport, qui s'élève à 188 522 000 \$, correspond à celui que le directeur général des élections et la CRE ont fait parvenir au Secrétariat du Conseil du trésor pour l'exercice financier 2026-2027 aux fins de la publication du *Livre des crédits*. Les renseignements à ce sujet se trouvent dans le volume du *Budget de dépenses 2026-2027* réservé aux crédits et aux plans annuels de gestion des dépenses de l'Assemblée nationale et des personnes désignées. Ils font partie du **programme 03 – Administration du système électoral**, qui comprend trois éléments :

- **Élément 01 – Gestion interne et soutien;**
- **Élément 02 – Commission de la représentation électorale;**
- **Élément 03 – Activités électorales.**

L'**élément 01 – Gestion interne et soutien** comprend les prévisions des dépenses liées à la gestion interne de l'institution ainsi qu'au soutien administratif nécessaire à la tenue des activités électorales.

Le directeur général des élections fournit à la CRE toute l'aide nécessaire à l'accomplissement de ses fonctions, c'est-à-dire les services de son personnel ainsi que les coûts indirects liés à l'utilisation de ses locaux et de son matériel.

À l'**élément 02 – Commission de la représentation électorale**, les prévisions budgétaires tiennent compte des crédits nécessaires pour que la CRE réalise ses responsabilités administratives en finalisant les travaux de délimitation de la carte électorale provinciale et en offrant une solution de cartographie interactive qui permet aux citoyennes et aux citoyens de consulter les cartes électorales.

L'**élément 03 – Activités électorales** comprend les prévisions des dépenses liées à la tenue d'activités électorales et à certains projets spéciaux.

Les sommes figurant dans les éléments 02 et 03 sont inscrites à titre indicatif : elles pourraient être modifiées si des mandats ou des événements imprévus survenaient, en cours d'exercice, dans le domaine électoral.

Dans les tableaux qui suivent, les prévisions budgétaires sont ventilées par catégorie de dépenses pour l'élément 01; par projet et par catégorie de dépenses pour l'élément 02; ainsi que par activité électorale et par catégorie de dépenses pour l'élément 03.

Section 1 Prévisions budgétaires 2026-2027

Le présent budget de 188 522 000 \$ est supérieur à celui de l'an dernier, qui était de 77 584 200 \$. Il correspond à l'enveloppe budgétaire transmise en décembre 2025 par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Cette augmentation globale de 110 937 800 \$ s'explique principalement par l'augmentation des dépenses non récurrentes liées à la préparation et à la tenue des prochaines élections générales provinciales, prévues le 5 octobre 2026 (112,2 M\$).

Section 1 Prévisions budgétaires 2026-2027

Programme 03 – Administration du système électoral

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Élément			TOTAL Programme 03
	01 Gestion interne et soutien	02 Commission de la représentation électorale	03 Activités électorales	
Rémunération				
Personnel permanent	36 845 000	0	680 000	37 525 000
Personnel occasionnel	3 055 000	0	5 016 500	8 071 500
Personnel électoral	0	0	60 079 300	60 079 300
Honoraires des commissaires	0	2 400	0	2 400
Total partiel	39 900 000	2 400	65 775 800	105 678 200
Fonctionnement				
Frais de déplacement	162 000	700	1 748 500	1 911 200
Services de télécommunication	413 300	0	940 200	1 353 500
Publicité et promotion	182 000	30 000	4 953 000	5 165 000
Services professionnels	2 649 200	0	562 100	3 211 300
Formation, congrès et cotisations	212 400	0	37 500	249 900
Services de nature technique	1 994 500	3 300	16 992 600	18 990 400
Taxes foncières, assurances et autres	1 735 600	112 000	1 390 700	3 238 300
Location de biens meubles et immeubles	4 037 600	0	6 896 800	10 934 400
Fournitures et autres dépenses	562 000	0	751 600	1 313 600
Amortissement	1 176 000	0	1 388 000	2 564 000
Total partiel	13 124 600	146 000	35 661 000	48 931 600
Transfert				
Support	0	0	33 912 200	33 912 200
Total partiel	0	0	33 912 200	33 912 200
TOTAL	53 024 600	148 400	135 349 000	188 522 000

Effectif total du programme	382	0	0	382
------------------------------------	-----	---	---	-----

Budget d'investissements (supercatégorie)	Élément			TOTAL
	01	02	03	
Immobilisations	460 000	0	2 800 000	3 260 000
TOTAL	460 000	0	2 800 000	3 260 000

Section 1.1 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Les données financières figurant dans ce document présentent certains écarts entre les prévisions budgétaires de 2026-2027 et celles de 2025-2026.

- **Élément 01 – Gestion interne et soutien**

Les prévisions budgétaires des dépenses pour 2026-2027, qui s'élèvent à 53 024 600 \$, sont supérieures de 2 192 000 \$ à celles de 2025-2026 (voir page 9). Cette variation s'explique principalement par :

- ◇ L'augmentation des budgets consacrés à la masse salariale du personnel permanent et occasionnel (2,6 M\$);
- ◇ La diminution des budgets consacrés aux services professionnels (0,7 M\$).

- **Élément 02 – Commission de la représentation électorale**

Les prévisions budgétaires des dépenses de la Commission de la représentation électorale pour 2026-2027, qui s'élèvent à 148 400 \$, sont supérieures de 60 500 \$ à celles de 2025-2026 (voir page 15). Cette variation s'explique principalement par :

- ◇ L'augmentation des budgets consacrés aux travaux liés à la révision de la carte électorale provinciale (122 600 \$);
- ◇ La diminution des budgets consacrés aux travaux liés à la délimitation du territoire des municipalités (60 000 \$).

- **Élément 03 – Activités électorales**

Les prévisions budgétaires des dépenses pour 2026-2027, qui s'élèvent à 135 349 000 \$, sont supérieures de 108 685 300 \$ à celles de 2025-2026 (voir page 17). Cette variation s'explique principalement par :

- ◇ L'augmentation des budgets non récurrents consacrés à la tenue des élections générales provinciales, prévues le 5 octobre 2026 (109,7 M\$), ainsi qu'aux activités préparatoires et au réapprovisionnement en matériel électoral (2,4 M\$);
- ◇ La diminution du budget non récurrent consacré à la tenue des élections municipales du 2 novembre 2025 (3,1 M\$).

Section 1.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Prévisions budgétaires 2026-2027 ①	Prévisions budgétaires 2025-2026 ②	Écart ① - ②
Rémunération			
Personnel permanent	36 845 000	34 386 000	2 459 000
Personnel occasionnel	3 055 000	2 964 000	91 000
Total partiel	39 900 000	37 350 000	2 550 000
Fonctionnement			
Frais de déplacement	162 000	200 900	(38 900)
Services de télécommunication	413 300	230 500	182 800
Publicité et promotion	182 000	180 000	2 000
Services professionnels	2 649 200	3 359 400	(710 200)
Formation, congrès et cotisations	212 400	202 000	10 400
Services de nature technique	1 994 500	1 979 600	14 900
Taxes foncières, assurances et autres	1 735 600	1 343 100	392 500
Location de biens meubles et immeubles	4 037 600	4 348 300	(310 700)
Fournitures et autres dépenses	562 000	288 800	273 200
Amortissement	1 176 000	1 350 000	(174 000)
Total partiel	13 124 600	13 482 600	(358 000)
Transfert			
Support	0	0	0
Total partiel	0	0	0
TOTAL	53 024 600	50 832 600	2 192 000

Effectif total du programme	382	382	0
------------------------------------	-----	-----	---

Budget d'investissements (supercatégorie)	①	②	① - ②
Immobilisations	460 000	775 000	(315 000)
TOTAL	460 000	775 000	(315 000)

Section 1.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Écart
Rémunération	
Personnel permanent	2 459 000
Personnel occasionnel	91 000
Total partiel	2 550 000
Fonctionnement	
Frais de déplacement	(38 900)
Services de télécommunication	182 800

Notes explicatives

Rémunération du personnel permanent 2 459 000 \$

Le budget de 36 845 000 \$ correspond à la rémunération de 356 postes permanents.

L'écart est principalement attribuable aux augmentations salariales prévues dans les ententes de travail et dans les conventions collectives. Par ailleurs, la capitalisation prévue de la rémunération liée aux projets de développement est supérieure de 287 000 \$ à celle de l'exercice précédent.

Rémunération du personnel occasionnel 91 000 \$

Le budget de 3 055 000 \$ représente la masse salariale de 26 effectifs à temps complet. Ces effectifs permettent de remplacer du personnel permanent absent pour cause de maladie, de congé parental ou d'autres raisons. Ils permettent aussi de faire face au surcroît de travail temporaire. Ce budget inclut également la rémunération du personnel étudiant.

L'écart s'explique par les augmentations salariales prévues dans les conventions collectives.

Frais de déplacement (38 900 \$)

L'écart s'explique principalement par la diminution des budgets consacrés aux déplacements au Québec.

Services de télécommunication 182 800 \$

Le budget de 413 300 \$ comprend les dépenses liées aux communications informatiques et téléphoniques.

L'écart s'explique par le fait que le budget 2025-2026 a été sous-évalué et qu'une augmentation du coût des services est anticipée en 2026-2027.

Section 1.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Écart	Notes explicatives
Fonctionnement		
Publicité et promotion	2 000	Publicité et promotion 2 000 \$ Le budget de 182 000 \$ permettra de mettre en œuvre les stratégies de communication de l'institution liées aux divers mandats et événements prévus en 2026-2027 ainsi que de réaliser des partenariats. L'écart n'est pas significatif.
Services professionnels	(710 200)	Services professionnels (710 200 \$) Le budget de 2 649 200 \$ servira principalement à la rémunération de ressources externes spécialisées en informatique. L'écart s'explique principalement par la diminution des budgets consacrés à ces ressources externes (0,2 M\$) ainsi que par l'augmentation de la capitalisation aux immobilisations par rapport à 2025-2026 (0,5 M\$).
Formation, congrès et cotisations	10 400	Formation, congrès et cotisations 10 400 \$ Le budget de 212 400 \$ servira principalement à la formation des membres du personnel et des gestionnaires. L'écart n'est pas significatif.
Services de nature technique	14 900	Services de nature technique 14 900 \$ Le budget de 1 994 500 \$ comprend principalement les dépenses liées à l'impression, à la poste et à la messagerie; les frais d'entretien et de sécurité des locaux loués; les dépenses liées aux plans de service du matériel et des licences informatiques; ainsi que l'hébergement en infonuagique. L'écart n'est pas significatif.

Section 1.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Écart	Notes explicatives
Fonctionnement		
Taxes foncières, assurances et autres	392 500	Taxes foncières, assurances et autres 392 500 \$ Le budget de 1 735 600 \$ couvre principalement l'achat de droits d'accès et de licences informatiques.
Location de biens meubles et immeubles	(310 700)	L'écart s'explique principalement par l'augmentation des budgets consacrés aux licences informatiques. Location de biens meubles et immeubles (310 700 \$) Un budget de 4 037 600 \$ est prévu pour les loyers du 1045, avenue Wilfrid-Pelletier (2 765 000 \$) et du centre de distribution Roger-LeFrançois (1 121 000 \$); ainsi que pour la location de salles de formation et d'équipement (151 600 \$). L'écart s'explique principalement par le fait que le bail du 990, avenue de Bourgogne a pris fin en 2025-2026.
Fournitures et autres dépenses	273 200	Fournitures et autres dépenses 273 200 \$ Le budget de 562 000 \$ comprend les dépenses liées à l'achat de fournitures et de matériel non capitalisable ainsi que les frais d'électricité. L'écart s'explique principalement par l'augmentation des budgets prévus pour l'achat de matériel informatique non capitalisable.

Section 1.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Écart
Fonctionnement	
Amortissement	(174 000)
Total partiel	(358 000)
Transfert	
Support	0
Total partiel	0
TOTAL	2 192 000

Budget d'investissements (supercatégorie)	Écart
Immobilisations	(315 000)
TOTAL	(315 000)

Notes explicatives

Amortissement (174 000 \$)

Un budget de 1 176 000 \$ est prévu pour 2026-2027.

L'écart s'explique principalement par la fin de la période d'amortissement des aménagements liés au loyer du 990, avenue de Bourgogne; d'équipements informatiques et de certains développements informatiques.

Immobilisations (315 000 \$)

Le budget de 460 000 \$ servira principalement au réaménagement de certains locaux et à l'acquisition de nouveaux équipements.

Section 1.3 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 02 – Commission de la représentation électorale

Budget de dépenses	Prévisions budgétaires 2026-2027 ❶	Prévisions budgétaires 2025-2026 ❷	Écart ❶ - ❷
Commission de la représentation électorale			
Administration	0	2 100	(2 100)
CRE – Provincial	148 400	25 800	122 600
CRE – Municipal	0	60 000	(60 000)
CRE – Scolaire	0	0	0
TOTAL	148 400	87 900	60 500

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Prévisions budgétaires 2026-2027 ❶	Prévisions budgétaires 2025-2026 ❷	Écart ❶ - ❷
Rémunération			
Honoraires des commissaires	2 400	4 100	(1 700)
Total partiel	2 400	4 100	(1 700)
Fonctionnement			
Frais de déplacement	700	600	100
Publicité et promotion	30 000	0	30 000
Services professionnels	0	3 000	(3 000)
Services de nature technique	3 300	10 200	(6 900)
Taxes foncières, assurances et autres	112 000	70 000	42 000
Location de biens meubles et immeubles	0	0	0
Total partiel	146 000	83 800	62 200
TOTAL	148 400	87 900	60 500

Budget d'investissements (supercatégorie)	❶	❷	❶ - ❷
Immobilisations	0	0	0
TOTAL	0	0	0

Section 1.3 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 02 – Commission de la représentation électorale

Budget de dépenses	Écart
Commission de la représentation électorale	
Administration	(2 100)
CRE – Provincial	122 600
CRE – Municipal	(60 000)
CRE – Scolaire	0
TOTAL	60 500

Notes explicatives

Administration (2 100 \$)

Aucune rencontre n'est prévue en 2026-2027.

CRE – Provincial 122 600 \$

Les travaux de la CRE consistent à délimiter les circonscriptions électorales provinciales.

Le budget de 148 400 \$ servira à finaliser les travaux liés à la nouvelle carte électorale provinciale et à offrir une solution de cartographie interactive permettant aux citoyennes et aux citoyens de consulter les cartes électorales.

CRE – Municipal (60 000 \$)

Les travaux de la CRE consistent à approuver les divisions des territoires municipaux en districts électoraux et, au besoin, à établir les cartes électorales de municipalités.

Aucune dépense n'est prévue en 2026-2027.

CRE – Scolaire 0 \$

Les travaux de la CRE consistent à approuver la division du territoire des commissions scolaires anglophones en circonscriptions électorales et, au besoin, à établir les cartes électorales de ces commissions.

Aucune dépense n'est prévue en 2026-2027.

Section 1.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses	Prévisions budgétaires 2026-2027 ①	Prévisions budgétaires 2025-2026 ②	Écart ① - ②
Activités électorales			
Table citoyenne	19 800	19 900	(100)
Engagement continu	772 700	898 300	(125 600)
Comité des directrices et directeurs du scrutin (DS)	27 600	51 600	(24 000)
Recrutement des DS et de leurs adjointes et adjoints (DAS)	16 200	127 500	(111 300)
Formation liée aux activités électorales	26 900	461 000	(434 100)
Mandats <i>ad hoc</i>	1 600	3 100	(1 500)
Rencontre de mise à niveau	0	82 500	(82 500)
Participation électorale autochtone	95 500	40 000	55 500
Mise à jour des sections de vote	0	22 800	(22 800)
Commission permanente de révision	100 000	192 200	(92 200)
Avis sur le financement politique	15 100	13 100	2 000
Enquêtes et poursuites	345 500	285 000	60 500
Budget non récurrent :			
▪ Élections municipales	519 100	3 596 900	(3 077 800)
▪ Élections scolaires	1 700	3 300	(1 600)
▪ Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les élections générales provinciales du 5 octobre 2026	7 950 800	5 529 400	2 421 400
▪ Élections générales provinciales du 5 octobre 2026	109 749 200	0	109 749 200
▪ Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les élections ultérieures	204 800	0	204 800
Amortissement	1 388 000	1 130 000	258 000
Total partiel	121 234 500	12 456 600	108 777 900
Transfert			
Allocation annuelle aux partis politiques	12 714 400	12 352 600	361 800
Appariement annuel	1 250 000	1 720 000	(470 000)
Frais de vérification des partis politiques	150 100	134 500	15 600
Total partiel	14 114 500	14 207 100	(92 600)
TOTAL	135 349 000	26 663 700	108 685 300

Section 1.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Budget d'investissements (supercatégorie)	①	②	① - ②
Immobilisations	2 800 000	5 780 500	(2 980 500)
TOTAL	2 800 000	5 780 500	(2 980 500)

Section 1.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Prévisions budgétaires 2026-2027 ①	Prévisions budgétaires 2025-2026 ②	Écart ① - ②
Rémunération			
Personnel permanent	680 000	126 500	553 500
Personnel occasionnel	5 016 500	1 230 500	3 786 000
Personnel électoral	60 079 300	2 811 400	57 267 900
Total partiel	65 775 800	4 168 400	61 607 400
Fonctionnement			
Frais de déplacement	1 748 500	696 600	1 051 900
Services de télécommunication	940 200	70 700	869 500
Publicité et promotion	4 953 000	2 588 000	2 365 000
Services professionnels	562 100	287 500	274 600
Formation, congrès et cotisations	37 500	0	37 500
Services de nature technique	16 992 600	1 634 600	15 358 000
Taxes foncières, assurances et autres	1 390 700	510 600	880 100
Location de biens meubles et immeubles	6 896 800	96 200	6 800 600
Fournitures et autres dépenses	751 600	1 024 000	(272 400)
Amortissement	1 388 000	1 130 000	258 000
Total partiel	35 661 000	8 038 200	27 622 800
Transfert			
Support	33 912 200	14 457 100	19 455 100
Total partiel	33 912 200	14 457 100	19 455 100
TOTAL	135 349 000	26 663 700	108 685 300

Budget d'investissements (supercatégorie)	①	②	① - ②
Immobilisations	2 800 000	5 780 500	(2 980 500)
TOTAL	2 800 000	5 780 500	(2 980 500)

Section 1.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses	Écart
Activités électorales	
Table citoyenne	(100)
Engagement continu	(125 600)
Comité des directrices et directeurs du scrutin (DS)	(24 000)

Notes explicatives

Table citoyenne (100 \$)

La Table citoyenne est un comité de nature consultative formé de douze électrices et électeurs du Québec. Il fournit des conseils, des suggestions et des avis au directeur général des élections sur des questions liées à l'administration des élections, à l'application des lois électorales et aux enjeux touchant le système électoral québécois.

Le budget de 19 800 \$ servira principalement à la rémunération des membres ainsi qu'au remboursement de leurs frais de déplacement pour les deux rencontres prévues.

L'écart n'est pas significatif.

Engagement continu (125 600 \$)

Le budget de 772 700 \$ servira à maintenir un lien de communication avec les 125 directrices et directeurs du scrutin (DS), à louer un espace dans leur résidence, à les rémunérer 33 heures au cours du prochain exercice et à acquérir des téléphones cellulaires. Il servira aussi à rémunérer les 141 directrices adjointes et directeurs adjoints (DAS) pendant 9,5 heures en 2026-2027.

L'écart s'explique principalement par la diminution du nombre d'heures rémunérées aux DS, qui passe de 48 à 33 en 2026-2027.

Comité des directrices et directeurs du scrutin (DS) (24 000 \$)

Le budget de 27 600 \$ servira à organiser deux rencontres, dont une en visioconférence, avec 12 DS afin de les consulter sur divers sujets.

L'écart s'explique par le retrait d'une rencontre en présentiel en 2026-2027.

Section 1.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses	Écart	Notes explicatives
Activités électorales		
Recrutement des DS et de leurs adjointes et adjoints (DAS)	(111 300)	Recrutement des DS et de leurs adjointes et adjoints (DAS) (111 300 \$) Le budget de 16 200 \$ servira à sélectionner de nouveaux DAS au besoin. L'écart s'explique par le fait que les principales activités de recrutement ont été réalisées au cours des deux derniers exercices financiers.
Formation liée aux activités électorales	(434 100)	Formation liée aux activités électorales (434 100 \$) Un budget de 26 900 \$ est prévu pour couvrir la rémunération des DS et DAS qui suivront la formation de base au besoin. L'écart s'explique par le fait que la formation pour les nouveaux DS et DAS avait été prévue en 2025-2026.
Mandats <i>ad hoc</i>	(1 500)	Mandats <i>ad hoc</i> (1 500 \$) Un budget de 1 600 \$ est prévu pour la rémunération des DS dans le cadre de mandats spéciaux en dehors de la période électorale. L'écart s'explique par le fait qu'aucuns frais de déplacement ne sont prévus en 2026-2027.
Rencontre de mise à niveau	(82 500)	Rencontre de mise à niveau (82 500 \$) Aucune dépense n'est prévue en 2026-2027.

Section 1.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses	Écart
Activités électorales	
Participation électorale autochtone	55 500
Mise à jour des sections de vote	(22 800)
Commission permanente de révision	(92 200)

Notes explicatives

Participation électorale autochtone 55 500 \$

En 2023-2024, l'institution a mis sur pied un comité de travail sur la participation électorale autochtone. Ce comité a pour objectif d'identifier les obstacles à la participation électorale des communautés autochtones du Québec et de tenter d'y remédier.

Le budget de 95 500 \$ couvrira principalement la rémunération des DS ainsi que des assistantes et assistants en région nordique; les frais de déplacement; ainsi que des services professionnels.

L'écart s'explique principalement par l'augmentation des budgets consacrés aux services professionnels et aux frais de déplacement.

Mise à jour des sections de vote (22 800 \$)

Aucune dépense n'est prévue en 2026-2027.

Commission permanente de révision (92 200 \$)

« Afin d'assurer de façon continue la mise à jour de la liste électorale permanente, le directeur général des élections établit à son bureau une commission permanente de révision » (article 40.12.1 de la *Loi électorale*). Cette commission est formée de trois membres, dont une présidente ou un président, nommés par le directeur général des élections. Les membres peuvent être choisis parmi les membres du personnel du directeur général des élections. Un budget de 100 000 \$ est prévu pour cette commission en 2026-2027.

L'écart s'explique principalement par l'arrêt des travaux de cette commission pendant la période électorale.

Section 1.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses	Écart
Activités électorales	
Avis sur le financement politique	2 000
Enquêtes et poursuites	60 500
Budget non récurrent :	
▪ Élections municipales	(3 077 800)
▪ Élections scolaires	(1 600)

Notes explicatives

Avis sur le financement politique 2 000 \$

Le budget de 15 100 \$ comprend les frais liés à la publication d'avis sur le financement politique, comme le prévoit la *Loi électorale*.

L'écart s'explique par l'augmentation des budgets prévus pour les avis qui seront publiés au palier électoral provincial.

Enquêtes et poursuites 60 500 \$

Le budget de 345 500 \$ servira principalement à rémunérer les enquêteuses et enquêteurs temporaires, dont le mandat porte sur des activités électorales ou sur le financement politique. Des frais de déplacement et des services professionnels sont également prévus.

L'écart s'explique principalement par l'augmentation des budgets consacrés à la rémunération des enquêteuses et enquêteurs temporaires.

Élections municipales (3 077 800 \$)

Le budget de 519 100 \$ est lié aux responsabilités du directeur général des élections à la suite des élections municipales tenues le 2 novembre 2025.

Le budget servira principalement à finaliser les travaux d'enquête et de vérification.

Élections scolaires (1 600 \$)

Le budget de 1 700 \$ servira à absorber les dépenses résiduelles liées aux élections scolaires anglophones tenues le 3 novembre 2024.

Section 1.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses	Écart	Notes explicatives
Activités électorales		
Budget non récurrent :		
▪ Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les élections générales provinciales du 5 octobre 2026	2 421 400	Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les élections générales provinciales du 5 octobre 2026 2 421 400 \$ Le budget de 7 950 800 \$ servira principalement à la réalisation d'activités préparatoires (6 M\$), au réapprovisionnement en matériel électoral et en équipements informatiques (1 M\$) ainsi qu'au soutien financier destiné aux entités politiques (1 M\$).
▪ Élections générales provinciales du 5 octobre 2026	109 749 200	Élections générales provinciales du 5 octobre 2026 109 749 200 \$ Le budget de 109 749 200 \$ servira à la tenue des élections générales provinciales prévues le 5 octobre 2026. Ce budget servira principalement à la rémunération du personnel électoral et du personnel occasionnel qui sera embauché en raison du surcroît de travail (61,1 M\$); au soutien financier destiné aux entités politiques (18,8 M\$); aux communications avec l'électorat et le grand public (14,3 M\$); et à la logistique nécessaire au scrutin dans les 125 circonscriptions (13,9 M\$).
▪ Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les élections ultérieures	204 800	Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les élections ultérieures 204 800 \$ Le budget de 204 800 \$ servira principalement à l'entretien annuel de matériel de télécommunication et à la location d'espace d'entreposage pour du mobilier qui sera utilisé lors des élections générales provinciales prévues en octobre 2030.
Amortissement	258 000	Amortissement 258 000 \$ Un budget de 1 388 000 \$ est prévu en 2026-2027. L'écart s'explique principalement par la mise en service de nouveaux équipements informatiques.
Total partiel	108 777 900	

Section 1.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses	Écart
Transfert	
Allocation annuelle aux partis politiques	361 800
Appariement annuel	(470 000)
Frais de vérification des partis politiques	15 600
Total partiel	(92 600)
TOTAL	108 685 300

Notes explicatives

Allocation annuelle aux partis politiques 361 800 \$

Le budget de 12 714 400 \$ correspond à l'allocation annuelle versée en vertu de l'article 82 de la *Loi électorale*.

Depuis l'adoption de la *Loi modifiant la Loi électorale afin de réduire la limite des contributions par électeur, de diminuer le plafond des dépenses électorales et de rehausser le financement public des partis politiques du Québec*, en décembre 2012, l'allocation annuelle par électrice ou électeur est passée de 0,82 \$ à 1,50 \$. Elle est indexée le 1^{er} janvier de chaque année. Le 1^{er} janvier 2026, l'allocation annuelle est passée à 1,99 \$ par électeur.

Appariement annuel (470 000 \$)

Le budget de 1 250 000 \$ correspond à l'appariement annuel des contributions, qui est versé en vertu des articles 82.2 et 82.4 de la *Loi électorale*. Ces articles prévoient le versement de montants aux entités politiques autorisées visées, à certaines conditions, en fonction des contributions qui leur sont versées.

L'écart s'explique principalement par la diminution anticipée des contributions versées par les électrices et les électeurs aux entités politiques au cours des trois premiers mois de l'année civile 2027 par rapport à la même période en 2026, puisque 2026 est une année électorale.

Frais de vérification des partis politiques 15 600 \$

Le budget de 150 100 \$ correspond au remboursement de la moitié des frais de vérification des partis politiques autorisés en vertu de l'article 112 de la *Loi électorale*.

L'écart n'est pas significatif.

Section 1.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2026-2027 et les prévisions budgétaires 2025-2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget d'investissements (supercatégorie)	Écart
Immobilisations	(2 980 500)
TOTAL	(2 980 500)

Notes explicatives

Immobilisations (2 980 500 \$)

Un budget de 2 800 000 \$ est prévu pour la mise à niveau des systèmes informatiques.

L'écart s'explique principalement par la diminution des budgets consacrés à l'acquisition d'équipements informatiques et de télécommunication.

Section 2 Rapport financier préliminaire 2025-2026 : dépenses estimées au 31 mars 2026

Programme 03 – Administration du système électoral

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Élément			TOTAL Programme 03
	01 Gestion interne et soutien	02 Commission de la représentation électorale	03 Activités électorales	
Rémunération				
Personnel permanent	32 775 000	0	259 700	33 034 700
Personnel occasionnel	2 930 000	0	1 135 000	4 065 000
Personnel électoral	0	0	2 963 900	2 963 900
Honoraires des commissaires	0	6 500	0	6 500
Total partiel	35 705 000	6 500	4 358 600	40 070 100
Fonctionnement				
Frais de déplacement	142 600	4 100	380 600	527 300
Services de télécommunication	325 800	0	201 600	527 400
Publicité et promotion	174 200	6 000	2 622 000	2 802 200
Services professionnels	2 509 800	12 600	253 700	2 776 100
Formation, congrès et cotisations	172 400	0	0	172 400
Services de nature technique	1 934 200	23 500	1 388 500	3 346 200
Taxes foncières, assurances et autres	1 025 600	10 200	315 800	1 351 600
Location de biens meubles et immeubles	4 319 300	0	213 900	4 533 200
Fournitures et autres dépenses	277 400	0	1 598 500	1 875 900
Amortissement	1 337 000	0	1 240 000	2 577 000
Total partiel	12 218 300	56 400	8 214 600	20 489 300
Transfert				
Allocation et appariement annuels	0	0	13 990 000	13 990 000
Allocation et appariement supplémentaires	0	0	250 000	250 000
Remboursement des dépenses électorales	0	0	174 900	174 900
Frais de vérification des partis politiques	0	0	136 800	136 800
Total partiel	0	0	14 551 700	14 551 700
TOTAL	47 923 300	62 900	27 124 900	75 111 100

Budget d'investissements (supercatégorie)	Élément			TOTAL
	01	02	03	
Immobilisations	238 400	0	5 356 000	5 594 400
TOTAL	238 400	0	5 356 000	5 594 400

Section 2.1 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Dans les tableaux qui suivent, les prévisions budgétaires et les dépenses estimées sont ventilées par catégorie de dépenses pour l'élément 01; par projet et par catégorie de dépenses pour l'élément 02; et par activité électorale et par catégorie de dépenses pour l'élément 03.

- **Élément 01 – Gestion interne et soutien**

Les dépenses estimées au 31 mars 2026 sont inférieures de 2 909 300 \$ aux prévisions budgétaires de 2025-2026, qui étaient de 50 832 600 \$ (voir page 31). Cette variation s'explique principalement par :

- ◇ Des dépenses salariales moins élevées que prévu (1,6 M\$);
- ◇ Des dépenses de fonctionnement inférieures aux prévisions budgétaires, principalement pour les services professionnels (0,8 M\$) ainsi que pour les taxes foncières, assurances et autres (0,3 M\$).

- **Élément 02 – Commission de la représentation électorale**

Les dépenses estimées au 31 mars 2026 sont inférieures de 25 000 \$ aux prévisions budgétaires de 2025-2026, qui étaient de 87 900 \$ (voir page 35). Cette variation s'explique principalement par :

- ◇ Les coûts moins élevés que prévu pour les travaux liés à la délimitation du territoire des municipalités (60 000 \$);
- ◇ Les coûts plus élevés que prévu pour les travaux liés à la révision de la carte électorale provinciale (37 100 \$).

- **Élément 03 – Activités électorales**

Les dépenses estimées au 31 mars 2026 sont supérieures de 461 200 \$ aux prévisions budgétaires de 2025-2026, qui étaient de 26 663 700 \$ (voir page 37). Cette variation s'explique principalement par :

- ◇ Les coûts assumés, en 2025-2026, pour les élections partielles tenues dans les circonscriptions électorales d'Arthabaska (0,9 M\$) et de Chicoutimi (0,7 M\$);
- ◇ Des dépenses moins élevées que prévu pour l'engagement continu (0,3 M\$) et pour les élections générales municipales tenues le 2 novembre 2025 (0,4 M\$).

Section 2.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Prévisions budgétaires 2025-2026 ①	Dépenses estimées au 31 mars 2026 ②	Écart ① - ②
Rémunération			
Personnel permanent	34 386 000	32 775 000	1 611 000
Personnel occasionnel	2 964 000	2 930 000	34 000
Total partiel	37 350 000	35 705 000	1 645 000
Fonctionnement			
Frais de déplacement	200 900	142 600	58 300
Services de télécommunication	230 500	325 800	(95 300)
Publicité et promotion	180 000	174 200	5 800
Services professionnels	3 359 400	2 509 800	849 600
Formation, congrès et cotisations	202 000	172 400	29 600
Services de nature technique	1 979 600	1 934 200	45 400
Taxes foncières, assurances et autres	1 343 100	1 025 600	317 500
Location de biens meubles et immeubles	4 348 300	4 319 300	29 000
Fournitures et autres dépenses	288 800	277 400	11 400
Amortissement	1 350 000	1 337 000	13 000
Total partiel	13 482 600	12 218 300	1 264 300
Transfert			
Support	0	0	0
Total partiel	0	0	0
TOTAL	50 832 600	47 923 300	2 909 300

Budget d'investissements (supercatégorie)	①	②	① - ②
Immobilisations	775 000	238 400	536 600
TOTAL	775 000	238 400	536 600

Section 2.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Écart	Notes explicatives
Rémunération		Rémunération du personnel permanent 1 611 000 \$
Personnel permanent	1 611 000	L'écart s'explique principalement par la vacance de certains postes pendant une partie de l'exercice financier.
Personnel occasionnel	34 000	
Total partiel	1 645 000	
Fonctionnement		Rémunération du personnel occasionnel 34 000 \$
Frais de déplacement	58 300	L'écart n'est pas significatif.
Services de télécommunication	(95 300)	
Publicité et promotion	5 800	Frais de déplacement 58 300 \$
Services professionnels	849 600	L'écart s'explique principalement par des frais de déplacement moins élevés que prévu.
		Services de télécommunication (95 300 \$)
		L'écart s'explique principalement par des dépenses plus élevées que prévu pour la téléphonie. Le budget 2025-2026 a été sous-évalué, notamment parce que des services qui devaient prendre fin ont été maintenus.
		Publicité et promotion 5 800 \$
		L'écart n'est pas significatif.
		Services professionnels 849 600 \$
		L'écart provient principalement des dépenses liées aux ressources externes spécialisées en informatique, qui ont été moins élevées que prévu.

Section 2.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Écart	Notes explicatives
Fonctionnement		
Formation, congrès et cotisations	29 600	Formation, congrès et cotisations 29 600 \$ L'écart s'explique principalement par les coûts moins élevés que prévu pour les activités de formation.
Services de nature technique	45 400	Services de nature technique 45 400 \$ L'écart n'est pas significatif.
Taxes foncières, assurances et autres	317 500	Taxes foncières, assurances et autres 317 500 \$ L'écart s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu pour les licences informatiques.
Location de biens meubles et immeubles	29 000	Location de biens meubles et immeubles 29 000 \$ L'écart n'est pas significatif.
Fournitures et autres dépenses	11 400	Fournitures et autres dépenses 11 400 \$ L'écart n'est pas significatif.
Amortissement	13 000	Amortissement 13 000 \$ L'écart n'est pas significatif.
Total partiel	1 264 300	

Section 2.2 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Élément 01 – Gestion interne et soutien

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Écart
Transfert	
Support	0
Total partiel	0
TOTAL	2 909 300
Budget d'investissements (supercatégorie)	Écart
Immobilisations	536 600
TOTAL	536 600

Notes explicatives

Immobilisations	536 600 \$
Acquisitions :	
• Mobilier et équipements	55 000 \$
• Équipements informatiques et logiciels	<u>183 400 \$</u>
	<u>238 400 \$</u>

L'écart s'explique principalement par des investissements moins élevés que prévu.

Section 2.3 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Élément 02 – Commission de la représentation électorale

Budget de dépenses	Prévisions budgétaires 2025-2026 ①	Dépenses estimées au 31 mars 2026 ②	Écart ① - ②
Commission de la représentation électorale			
Administration	2 100	0	2 100
CRE – Provincial	25 800	62 900	(37 100)
CRE – Municipal	60 000	0	60 000
CRE – Scolaire	0	0	0
TOTAL	87 900	62 900	25 000

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Prévisions budgétaires 2025-2026 ①	Dépenses estimées au 31 mars 2026 ②	Écart ① - ②
Rémunération			
Honoraires des commissaires	4 100	6 500	(2 400)
Total partiel	4 100	6 500	(2 400)
Fonctionnement			
Frais de déplacement	600	4 100	(3 500)
Publicité et promotion	0	6 000	(6 000)
Services professionnels	3 000	12 600	(9 600)
Formation, congrès et cotisations	0	0	0
Services de nature technique	10 200	23 500	(13 300)
Taxes foncières, assurances et autres	70 000	10 200	59 800
Location de biens meubles et immeubles	0	0	0
Fournitures et autres dépenses	0	0	0
Total partiel	83 800	56 400	27 400
TOTAL	87 900	62 900	25 000

Budget d'investissements (supercatégorie)	①	②	① - ②
Immobilisations	0	0	0
TOTAL	0	0	0

Section 2.3 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Élément 02 – Commission de la représentation électorale

Budget de dépenses	Écart
Commission de la représentation électorale	
Administration	2 100
CRE – Provincial	(37 100)
CRE – Municipal	60 000
CRE – Scolaire	0
TOTAL	25 000

Notes explicatives

Administration 2 100 \$

Aucune dépense n'a été faite en 2025-2026.

CRE – Provincial (37 100 \$)

Les dépenses de l'exercice financier 2025-2026 comprennent les coûts liés à la finalisation du second rapport sur la proposition révisée de délimitation des circonscriptions électorales et à la solution de cartographie interactive.

L'écart s'explique principalement par des dépenses plus élevées que prévu pour la finalisation et pour la promotion du second rapport ainsi que par des dépenses imprévues associées au processus judiciaire du dossier.

CRE – Municipal 60 000 \$

Aucune dépense n'a été faite en 2025-2026, puisque les travaux prévus pour implanter un outil facilitant la délimitation des districts et des sections de vote des municipalités n'ont pas été réalisés.

CRE – Scolaire 0 \$

Aucune dépense n'était prévue en 2025-2026.

Section 2.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses	Prévisions budgétaires 2025-2026 ①	Dépenses estimées au 31 mars 2026 ②	Écart ① - ②
Activités électorales			
Table citoyenne	19 900	800	19 100
Engagement continu	898 300	573 100	325 200
Comité des DS	51 600	33 900	17 700
Recrutement des DS et de leurs adjointes et adjoints (DAS)	127 500	104 900	22 600
Formation liée aux activités électorales	461 000	464 100	(3 100)
Mandats <i>ad hoc</i>	3 100	3 400	(300)
Rencontre de mise à niveau	82 500	0	82 500
Participation électorale autochtone	40 000	21 900	18 100
Mise à jour des sections de vote	22 800	13 600	9 200
Commission permanente de révision	192 200	135 200	57 000
Avis sur le financement politique	13 100	6 500	6 600
Enquêtes et poursuites	285 000	268 300	16 700
Budget non récurrent :			
▪ Élections municipales	3 596 900	3 167 500	429 400
▪ Élections scolaires	3 300	400	2 900
▪ Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les prochaines élections	5 529 400	5 418 300	111 100
Amortissement	1 130 000	1 240 000	(110 000)
Élection partielle du 11 août 2025 (Arthabaska)	0	857 800	(857 800)
Élection partielle du 23 février 2026 (Chicoutimi)	0	688 400	(688 400)
Total partiel	12 456 600	12 998 100	(541 500)
Transfert			
Allocation annuelle aux partis politiques	12 352 600	12 315 000	37 600
Appariement annuel	1 720 000	1 675 000	45 000
Frais de vérification des partis politiques	134 500	136 800	(2 300)
Total partiel	14 207 100	14 126 800	80 300
TOTAL	26 663 700	27 124 900	(461 200)

Budget d'investissements (supercatégorie)	①	②	① - ②
Immobilisations	5 780 500	5 356 000	424 500
TOTAL	5 780 500	5 356 000	424 500

Section 2.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses (supercatégorie et catégorie de dépenses)	Prévisions budgétaires 2025-2026 ①	Dépenses estimées au 31 mars 2026 ②	Écart ① - ②
Rémunération			
Personnel permanent	126 500	259 700	(133 200)
Personnel occasionnel	1 230 500	1 135 000	95 500
Personnel électoral	2 811 400	2 963 900	(152 500)
Total partiel	4 168 400	4 358 600	(190 200)
Fonctionnement			
Frais de déplacement	696 600	380 600	316 000
Services de télécommunication	70 700	201 600	(130 900)
Publicité et promotion	2 588 000	2 622 000	(34 000)
Services professionnels	287 500	253 700	33 800
Services de nature technique	1 634 600	1 388 500	246 100
Taxes foncières, assurances et autres	510 600	315 800	194 800
Location de biens meubles et immeubles	96 200	213 900	(117 700)
Fournitures et autres dépenses	1 024 000	1 598 500	(574 500)
Amortissement	1 130 000	1 240 000	(110 000)
Total partiel	8 038 200	8 214 600	(176 400)
Transfert			
Allocation et appariement annuels	14 072 600	13 990 000	82 600
Allocation et appariement supplémentaires	250 000	250 000	0
Remboursement des dépenses électorales	0	174 900	(174 900)
Frais de vérification des partis politiques	134 500	136 800	(2 300)
Total partiel	14 457 100	14 551 700	(94 600)
TOTAL	26 663 700	27 124 900	(461 200)

Budget d'investissements (supercatégorie)	①	②	① - ②
Immobilisations	5 780 500	5 356 000	424 500
TOTAL	5 780 500	5 356 000	424 500

Section 2.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses	Écart
Activités électorales	
Table citoyenne	19 100
Engagement continu	325 200
Comité des DS	17 700
Recrutement des DS et de leurs adjointes et adjoints (DAS)	22 600
Formation liée aux activités électorales	(3 100)

Notes explicatives

Table citoyenne 19 100 \$

Le budget a servi à rémunérer les membres pour la rencontre virtuelle qui s'est tenue en 2025-2026.

L'écart s'explique principalement par le fait qu'une seule rencontre a eu lieu en visioconférence, alors que deux rencontres avaient été prévues en présentiel.

Engagement continu 325 200 \$

Le budget a servi à rémunérer de 36 à 38 heures de travail aux DS, à maintenir les liens de communication avec eux ainsi qu'à louer un espace dans leur résidence. Les DAS ont également été rémunérés 12 heures.

L'écart s'explique principalement par les dépenses moins élevées que prévu pour la rémunération et pour les licences informatiques. De plus, l'achat de nouveaux équipements de télécommunication a été reporté à 2026-2027.

Comité des DS 17 700 \$

L'écart s'explique principalement par le fait que les coûts liés aux rencontres et au recours à la banque d'heures ont été moins élevés que prévu.

Recrutement des DS et de leurs adjointes et adjoints (DAS) 22 600 \$

L'écart s'explique principalement par des dépenses de rémunération moins élevées que prévu, les DS ayant utilisé moins d'heures, en moyenne, que le budget prévoyait pour la sélection des nouveaux DAS dans leur circonscription.

Formation liée aux activités électorales (3 100 \$)

L'écart n'est pas significatif.

Section 2.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses	Écart
Activités électorales	
Mandats <i>ad hoc</i>	(300)
Rencontre de mise à niveau	82 500
Participation électorale autochtone	18 100
Mise à jour des sections de vote	9 200
Commission permanente de révision	57 000
Avis sur le financement politique	6 600
Enquêtes et poursuites	16 700

Notes explicatives

Mandats *ad hoc* (300 \$)

L'écart n'est pas significatif.

Rencontre de mise à niveau 82 500 \$

La rencontre prévue en 2025-2026 n'a pas eu lieu.

Participation électorale autochtone 18 100 \$

L'écart s'explique principalement par des dépenses de rémunération moins élevées que prévu pour les assistantes et assistants en région nordique.

Mise à jour des sections de vote 9 200 \$

L'écart s'explique principalement par des dépenses de rémunération moins élevées que prévu pour les DS, qui ont peu ou pas participé à certains rééquilibrages.

Commission permanente de révision 57 000 \$

L'écart s'explique principalement par des dépenses de rémunération moins élevées que prévu, notamment en raison d'un arrêt des travaux plus long que prévu pendant la période électorale municipale.

Avis sur le financement politique 6 600 \$

L'écart s'explique par des dépenses moins élevées que prévu pour les publications aux paliers électoraux provincial et scolaire.

Enquêtes et poursuites 16 700 \$

L'écart n'est pas significatif.

Section 2.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses	Écart	Notes explicatives
Activités électorales		Élections municipales 429 400 \$ L'écart s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu pour la campagne d'information et pour la rémunération du personnel temporaire embauché afin de répondre au surcroît de travail.
Budget non récurrent :		
▪ Élections municipales	429 400	
▪ Élections scolaires	2 900	Élections scolaires 2 900 \$ L'écart n'est pas significatif.
▪ Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les prochaines élections	111 100	Activités préparatoires et réapprovisionnement en matériel électoral pour les prochaines élections 111 100 \$ L'écart s'explique principalement par des dépenses moins élevées que prévu pour la réalisation d'activités préparatoires liées à la tenue des élections partielles et des prochaines élections générales provinciales, prévues en octobre 2026. En contrepartie, les coûts liés au réapprovisionnement en matériel électoral sont plus élevés que prévu.
▪ Amortissement	(110 000)	Amortissement (110 000 \$) L'écart s'explique par une dépense d'amortissement plus élevée que prévu à la suite de la radiation d'un développement informatique en 2026-2027.
▪ Élection partielle du 11 août 2025 (Arthabaska)	(857 800)	Élection partielle du 11 août 2025 (Arthabaska) (857 800 \$) Ces dépenses représentent les coûts assumés en 2025-2026 pour l'élection partielle tenue le 11 août 2025 dans la circonscription électorale d'Arthabaska.

Section 2.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget de dépenses	Écart
Activités électorales	
Élection partielle du 23 février 2026 (Chicoutimi)	(688 400)
Total partiel	(541 500)
Transfert	
Allocation annuelle aux partis politiques	37 600
Appariement annuel	45 000
Frais de vérification des partis politiques	(2 300)
Total partiel	80 300
TOTAL	(461 200)

Notes explicatives

Élection partielle du 23 février 2026 (Chicoutimi) (688 400 \$)

Ces dépenses représentent les coûts assumés en 2025-2026 pour l'élection partielle tenue le 23 février 2026 dans la circonscription électorale de Chicoutimi.

Allocation annuelle aux partis politiques 37 600 \$

L'écart s'explique par le taux d'indexation réel, qui est moins élevé que celui qui avait été prévu.

Appariement annuel 45 000 \$

Les contributions que les électrices et les électeurs ont versées aux entités politiques en vertu du premier alinéa de l'article 82.2 de la *Loi électorale* ont été moins élevées que prévu.

Frais de vérification des partis politiques (2 300 \$)

L'écart n'est pas significatif.

Section 2.4 Comparaison entre les prévisions budgétaires 2025-2026 et les dépenses estimées au 31 mars 2026

Élément 03 – Activités électorales

Budget d'investissements (supercatégorie)	Écart
Immobilisations	424 500
TOTAL	424 500

Notes explicatives

Immobilisations **424 500 \$**

Acquisitions :

- Équipements informatiques et logiciels 3 125 000 \$
 - Développements informatiques 2 231 000 \$
- 5 356 000 \$

L'écart s'explique principalement par des investissements moins élevés que prévu pour les équipements informatiques et pour les logiciels. En contrepartie, la capitalisation des ressources externes spécialisées en informatique et des ressources internes liées aux projets de développements informatiques a été plus élevée que prévu.